LA LIBERTÉ
Depuis 1913

VOL. 105 N° 8
23 AU 29 MAI 2018
MANITOBA • 2,20 $ + TAXES

DYSLEXIQUE VEUT PAS DIRE STUPIDE

Zacharie, 12 ans

Xavier, 9 ans

Caleb, 7 ans

RETROUVEZ LA PRÉSENTATION POWERPOINT DE ZACHARIE SUR LA-LIBERTE.CA

photo : Manella Vila Nova

Mettre un mot sur son malaise, ça peut faire toute une différence. **Pour Zacharie Giroux, élève à l'école Lacerte, avoir été diagnostiqué dyslexique a été un véritable soulagement. Pour reprendre ses propres mots, il était content de savoir qu'il n'était pas « stupide »**. Ses difficultés d'apprentissage avaient désormais une explication. Pour ses parents, René et Monique Giroux, cette nouvelle demande davantage d'efforts, surtout que leurs cadets Xavier et Caleb devront certainement avoir recours aux mêmes méthodes d'apprentissage que leur grand frère. Loin d'être découragé, Zacharie s'est donné pour mission de sensibiliser les gens à la dyslexie.

| **Pages 8 et 9.**

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : 204- 237-4823
Télécopieur : 204-231-1998
www.la-liberte.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi






Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach.**

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
ISSN 0845-0455

LA LIBERTÉ JOURNAL | LA LIBERTÉ COMMUNICATION

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN | sgaulin@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe et coordonnatrice de La Liberté communication :
Lysiane ROMAIN | lromain@la-liberte.mb.ca
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL | bbocquel@mymts.net
Journaliste :
Daniel BAHUAUD | dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Chef de la production : **Véronique TOGNERI** | vtogneri@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction : **Roxanne BOUCHARD** | rbouchard@la-liberte.mb.ca
Adjointe administrative : **Marta GUERRERO** | mguerrero@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste : **Cayouche (Réal BÉRARD)**
Gestionnaires de projets :
Catherine DULUDE | cdulude@la-liberte.mb.ca
Camille HARPER | charper@la-liberte.mb.ca
Publi-reporters :
Marie BERCKVENS | mberckvens@la-liberte.mb.ca
Morgane LEMÉE | mlemee@la-liberte.mb.ca
Manella VILA NOVA | mvilanova@la-liberte.mb.ca
Amine ELLATIFY (vidéos) | aellatify@la-liberte.mb.ca

LA LIBERTÉ COMMUNICATION est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

LETTRES À LA RÉDACTION

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'auteur(e) soit identifiable (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse : **sgaulin@la-liberte.mb.ca.**

Veuillez noter que les chroniques, lettres et tribunes libres publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteur(e)s et pas forcément celle du journal.

ANNONCES PUBLICITAIRES

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

ABONNEMENT

Contactez mguerrero@la-liberte.mb.ca ou 204-237-4823.

L'abonnement annuel : 66,50 $ (TPS et taxe provinciale incluses)
Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. »







Politique de défense : le Canada n'en a pas et les Canadiens s'en fichent

En l'absence de menace directe contre le Canada, c'est par choix que nous participons aux guerres. Nous le faisons habituellement à reculons, poussés par nos alliés, comme au Kosovo, en Afghanistan, en Libye, contre le groupe État islamique. Parfois, nous ne nous engageons pas, malgré les pressions, comme au Vietnam ou en Irak.

Dans un monde où personne ne nous menace et où les intérêts canadiens ne sont pas toujours évidents, il n'est pas facile de structurer une politique de « défense ». D'autant plus que les Canadiens se désintéressent largement de ces questions. Les forces armées sont donc sous-financées et l'incompétence règne dans l'approvisionnement en équipement.

Ainsi nos sous-marins d'occasion passent plus de temps en cale sèche qu'en haute mer. Nos CF-18 sont périmés et nous sommes incapables de nous entendre sur leur remplacement, ne sachant pas trop ce à quoi ces futurs avions doivent servir. La construction de nouvelles frégates et de navires de réapprovisionnement accuse de sérieux retards. Les présumées retombées industrielles, plutôt que les besoins de la défense, gouvernent les décisions.

La principale menace contre la souveraineté canadienne se trouve dans l'Arctique, où les grandes puissances, États-Unis en tête, refusent de reconnaître la souveraineté canadienne sur les passages navigables. D'ailleurs, le Canada ne possède aucun navire capable d'opérer à l'année dans ces eaux. Le Premier ministre Stephen Harper avait promis de remédier à cette situation. Il s'est vite rendu compte qu'il n'y aurait pas de prix électoral à payer s'il abandonnait sa dispendieuse promesse. Car en ce qui a trait à la défense, la plupart des Canadiens s'en fichent.

Paul Maurice des Jets, philosophe de l'identité



Paul Maurice, l'entraîneur des Jets de Winnipeg, met souvent l'accent sur l'« identité » de ses Jets.

C'est du jamais vu. Comment une simple équipe de hockey peut-elle avoir une identité? Après tout, ce ne sont que des joueurs de hockey de la Ligue nationale de hockey, très bien payés mais, tout de même, chacun à leur façon, des agents libres qui visent les plus hauts salaires possibles dans notre société capitaliste.

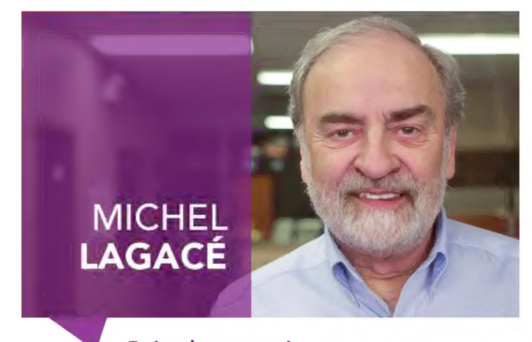
Paul Maurice veut évidemment trouver une façon de motiver ses troupes. Mais, ce faisant, il a touché à un aspect fondamental de notre société contemporaine : celle de vouloir, et de pouvoir, choisir son identité.

Ainsi, on peut, aujourd'hui, être à la fois franco-manitobain bilingue, anglophone manitobain bilingue, unilingue anglophone (et fier de l'être), francophone catholique pratiquant et gai, musulman ou juif pratiquant ou pas. Tout est permis, et tout mène à un bonheur quelconque, à la condition que l'on trouve quelque part nos âmes sœurs.

Car l'idée de communauté, c'est la clef, non? *No man is an island*. Bien que nous fassions partie d'une masse humaine qui se chiffre par milliards, nous cherchons nos pareils. Et nos semblables, nous les trouvons maintenant partout et pas seulement dans la tribu, dans le château, dans la paroisse ou la mosquée, mais bien selon nos choix de vie, nos intérêts et nos affinités. Dans cet esprit, pourquoi ne pas épouser celle d'une équipe de hockey? Alors oui, Paul Maurice, ton équipe a une identité, bien façonnée et vécue pleinement.

Go Jets Go!

Un cri de ralliement qui vaudra tout autant la saison prochaine.



Justin Trudeau fait un pari avec notre argent

Pour les fans de poker, le projet d'expansion Trans Mountain de Kinder Morgan pourrait devenir une source sans fin de divertissement. Mais attention, les enjeux sont de taille. Face à l'opposition farouche du nouveau gouvernement de la Colombie-Britannique, la compagnie a annoncé qu'elle suspendait ses travaux et a fixé la date butoir du 31 mai pour recevoir l'assurance qu'elle pourra compléter le projet évalué à 7,4 milliards $.

Pris de surprise par cette annonce, le Premier ministre du Canada a rencontré les Premiers ministres de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Sans mesurer l'énormité de son engagement, Justin Trudeau a affirmé que le projet sera complété dans l'intérêt national.

Le ministre des Finances Bill Morneau confirmait donc la semaine dernière que la compagnie sera compensée pour les coûts encourus en raison de l'opposition de la Colombie-Britannique. Comme tout bon joueur de poker, Kinder Morgan garde le silence, étant en excellente position pour négocier une très généreuse compensation, puisque M. Trudeau veut à tout prix tenir sa promesse.

Advenant que Kinder Morgan abandonne le projet, M. Morneau évoque la possibilité peu réaliste de confier le projet à une autre compagnie ou au gouvernement fédéral lui-même. Tout cela sans tenir compte de l'opposition farouche qui persiste en Colombie-Britannique, et sans pouvoir évaluer le coût des options qu'il présente.

Kinder Morgan pourrait réclamer d'importantes sommes d'argent en compensation ou encore abandonner le projet si sa réalisation n'est pas assurée. Le gouvernement, lui, n'a cependant pas de solution de rechange réaliste. S'il s'agissait d'un jeu de poker, quelle main voudriez-vous jouer? Celle de Kinder Morgan ou celle du gouvernement?

ÉDITORIAL

PAR BERNARD BOCQUEL
bbocquel@mymts.net

Le 27 mai, la Passion et l'Histoire

Ainsi donc il aura fallu un voyage en Louisiane voilà trois ans pour que les hauts responsables de Voyage Manitoba finissent par comprendre que la dimension francophone du Manitoba peut se traduire en dollars touristiques sonnants et trébuchants.

Churchill fait rêver grâce aux ours polaires et aux aurores boréales. Voilà que Saint-Boniface est désormais réputé pouvoir attirer les visiteurs en misant sur son patrimoine et la force de caractère qui en émane. Un pari que résume le slogan *Passion & Histoire*, dont la caractéristique principale que vantent ses concepteurs est d'être aisément déchiffrable par un anglophone un tantinet éduqué.

Il est un fait que tout visiteur qui arrive à Saint-Boniface, pour peu que la visite guidée soit bien pensée, sera frappé par la concentration d'édifices institutionnels qui rappellent la longue période où l'ex-Ville-Cathédrale était un haut-lieu de l'Église catholique et le bastion de la francophonie dans l'Ouest.

Cette double vocation ne devait bien sûr rien au hasard, puisque la mentalité canadienne-française, façonnée par la volonté de résister à la domination du Maître anglais, était le fruit du lien jugé inséparable entre la langue française et la religion catholique. De ce temps révolu, il reste une humble trace que les responsables de la voirie n'ont pas encore osé effacer.

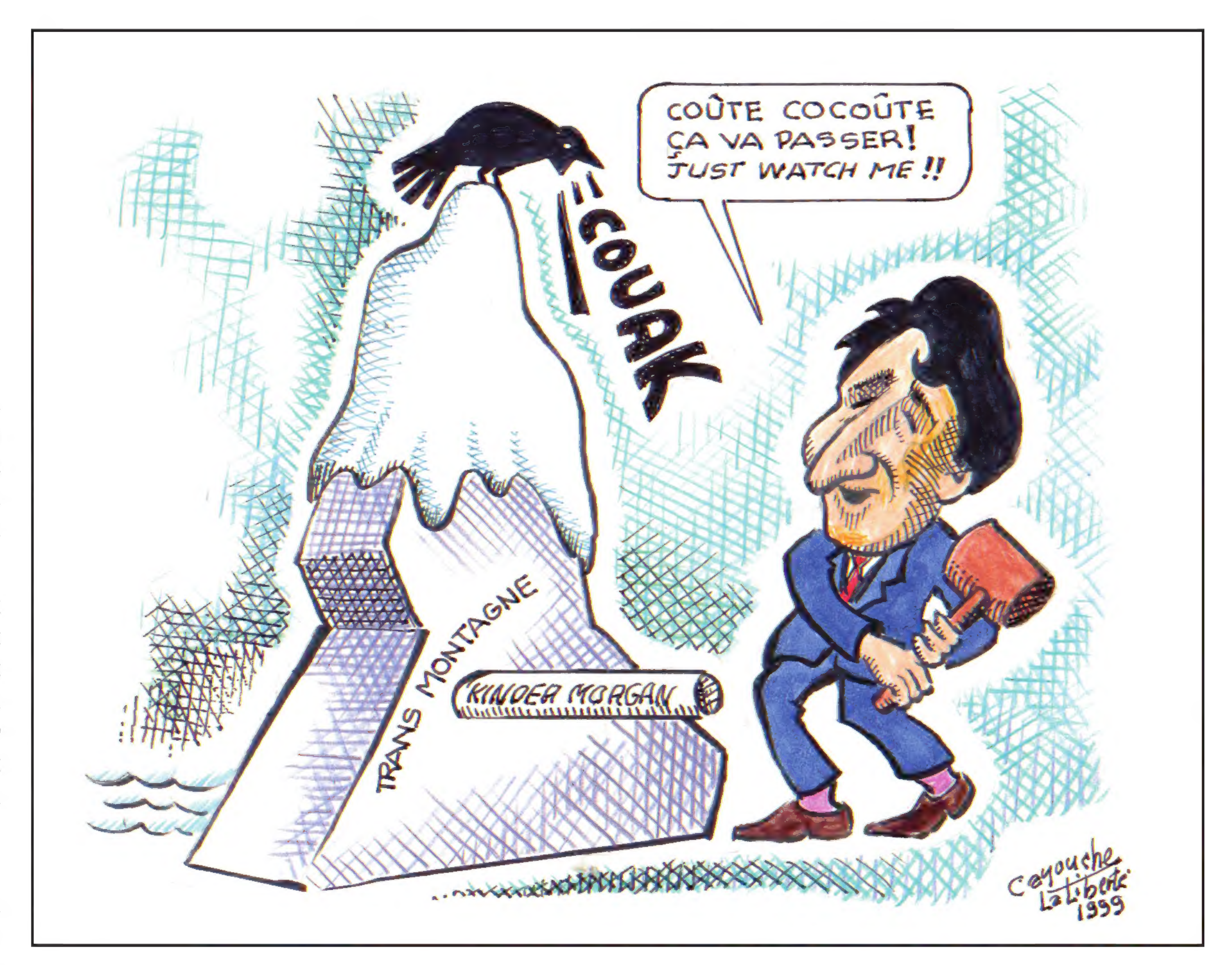
Tout touriste un peu curieux, à condition de le diriger vers la rue Langevin, ne manquera pas d'être intrigué par le terre-plein qui sépare inutilement la chaussée entre le boulevard Provencher et l'avenue de la Cathédrale. Ces quelques pieds carrés symbolisent la jonction suprême entre la passion et l'histoire. Plus exactement, cette curiosité urbaine à la hauteur du parc Provencher raconte la nécessité d'une passion dévorante pour faire avancer l'Histoire dans le sens du refus de la domination aveugle et, à son plus beau, de l'ouverture sur l'universel.

Ce petit espace fleuri est en effet la dernière trace évocatrice du Collège des jésuites qui fut détruit en 1922 par un incendie nocturne soupçonné d'origine criminelle qui coûta la vie à dix personnes. De l'imposant bâtiment, seule la petite cuisine attenante put être sauvée des flammes. De sanctuaire à la mémoire des disparus dans la tragédie, l'endroit devint un local scout dans les années de la Grande Dépression et abrita à partir de 1946 le poste privé CKSB. Bien que la bâtisse fut agrandie au fil des décennies jusqu'à faire disparaître l'ancienne cuisine et que les studios de la station ne soient plus dans l'édifice, le 607 rue Langevin garde valeur de symbole.

Dit autrement, quel touriste pas trop pressé refuserait de se laisser subjuguer par l'épopée de l'abbé Maurice Baudoux qui, par son inflexible détermination, a presque à lui seul changé le cours de l'Histoire du Manitoba français? Car il faut savoir que la venue au monde de CKSB a constitué un véritable tour de force, un quasi-miracle, un pied de nez aux Puissants. En deux mots comme en mille, le premier poste qui a diffusé en français à l'Ouest du Québec était une concession de guerre. Sans la Deuxième Guerre mondiale et les tensions liées à la conscription, un permis de diffusion n'aurait pas été accordé.

L'entrée en ondes de CKSB (SB pour Saint-Boniface) le dimanche 27 mai 1946 créa un formidable électrochoc positif dans les esprits. L'émerveillement initial était à la mesure du renoncement à l'avenir dans lequel la très large majorité de la population de langue française s'était enfermée. D'une journée à l'autre, le français prouva qu'il possédait encore une force d'attraction populaire. *And the rest is History & Passion.*

Dire que Voyage Manitoba a vu la lumière sur le potentiel touristique de Saint-Boniface en Louisiane. Une excursion sur la Langevin aurait pourtant suffi.



À VOUS LA PAROLE



Vous pouvez réagir aux lettres en écrivant à la rédactrice en chef Sophie Gaulin à **sgaulin@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

Bravo à Miguel Joyal

Madame la rédactrice,

Nous tenons à prendre la parole dans le débat hautement surréaliste entourant le buste de Georges Forest conçu par l'artiste Miguel Joyal.

Avant de voir les photos publiées dans *La Liberté* du 9 au 15 mai, il nous était difficile de comprendre le différend entre les membres du comité du Monument Georges Forest et le sculpteur. Les photos et la vidéo de Daniel Bahuaud nous ont convaincu que le travail artistique est de grande qualité. Vous avez mis en évidence le talent de Miguel Joyal.

Alors, un bravo à Miguel pour son œuvre destinée à honorer la mémoire de ce grand homme qu'était Georges Forest.

David MacNair
Réal Bérard
Saint-Boniface (Manitoba)
Le 16 mai 2018

Lettre ouverte au Bureau des gouverneurs de l'USB

Monsieur le Président
du Bureau des gouverneurs,

Je suis un étudiant au programme de Baccalauréat ès sciences avec majeure conjointe en biochimie-microbiologie, volet coopératif de l'Université de Saint-Boniface, à la Faculté des Arts et des Sciences depuis janvier 2018. Suite à la décision de faire un retour aux études afin de réorienter ma carrière, je me suis inscrit à l'USB pour la session d'hiver 2018, afin de compléter un 2e baccalauréat. Je vous écris aujourd'hui pour vous partager l'impact non négligeable des décisions budgétaires que propose l'administration de l'USB sur mon programme d'études.

Sachez d'abord que j'ai décidé de transférer de l'Université du Manitoba à l'USB quand j'ai su que le programme coopératif en sciences était offert à l'USB en français. J'avais prévu de faire la demande d'admission à ce programme aux deux universités pour la session d'hiver 2018, mais j'ai su que j'étais accepté au programme à l'USB avant la date limite d'admission à l'Université du Manitoba. Ainsi, j'ai décidé de laisser tomber la demande d'admission à l'Université du Manitoba, étant donné que je préférais de loin poursuivre mes études en français. Je tiens à vous faire savoir que j'ai appris le français à l'âge adulte pendant quatre ans au Québec et que je tenais à me perfectionner tant au niveau de mes compétences langagières en français qu'en tant que scientifique.

À la suite des récentes compressions proposées par l'administration de l'USB, le doyen de la Faculté des Arts et des Sciences a écrit aux quatre étudiants qui venaient d'être acceptés dans le programme Coop pour l'année 2018-2019. Il nous a rencontrés le vendredi 11 mai. Lors de cette rencontre, le doyen nous a annoncé que le programme Coop a été coupé. Il nous a ensuite offert des options pour tenter de minimiser ou compenser ces compressions budgétaires. Cependant, ces options ne sont pas équivalentes au programme offert initialement, ni l'équivalent de ce qui est disponible aux étudiants de langue anglaise dans la province. J'en suis profondément déçu et incrédule que l'unique établissement universitaire de langue française choisisse de laisser tomber ce programme qui a fait l'objet de mon intérêt, ne me laissant aucun choix que de poursuivre mes études en anglais. Quelle déception venant de l'établissement qui souligne ses 200 ans d'éducation en français au Manitoba. On diminue l'offre de notre programmation en coupant le seul programme Coop disponible en français au Manitoba!

C'est difficile à croire que l'USB aurait accepté des nouveaux étudiants pour la cohorte 2018-2019 dans le programme s'ils savaient que le programme serait clos avant même le début de la première session. Ces décisions me donnent l'impression que les coupures budgétaires ont été prises sans explorer d'autres options permettant de garder le seul programme Coop de langue française dans la province. En tant qu'étudiant de la cohorte 2018-2019, je demande donc au Bureau des gouverneurs de reconsidérer ces propositions budgétaires pour ne pas voir disparaître le programme Coop et la cohorte qui s'y est inscrite à l'automne.

Merci de votre temps et de votre considération,

Tyler Ganes
Winnipeg (Manitoba)
Le 14 mai 2018

À VOUS LA PAROLE



Vous pouvez réagir aux lettres en écrivant à la rédactrice en chef Sophie Gaulin à **sgaulin@la-liberte.mb.ca**

Les conditions de publication des lettres sous la rubrique **À VOUS LA PAROLE** se trouvent en page 2.

Une opinion sur le magazine *Canada's History*

Madame la rédactrice,

J'ai admiré le numéro spécial du magazine *Histoire Canada* consacré aux Traités conclus avec les Autochtones, publié en supplément de *La Liberté* du 25 avril au 1er mai 2018. On sait que ce magazine est produit par le magazine *Canada's History*.

M. Bocquel mentionne le bilinguisme dans son éditorial de *La Liberté* du 2 au 8 mai 2018. Mais le bilinguisme n'existe pas dans les pages de *Canada's History*. Jamais ce magazine n'a publié un compte rendu d'un ouvrage d'histoire publié en français. Je pense bien sûr à un compte rendu rédigé en anglais.

Oublions les livres publiés en français au Québec. Ne cherchez pas non plus des échos des livres publiés en français au Manitoba comme ceux de Lucien Chaput, Bernard Bocquel, Jacqueline Blay et Raymond Hébert. Ne fouillez pas le Web, vous n'en trouverez aucune trace dans *Canada's History*.

Ce magazine reflète la conception anglo-canadienne de l'histoire du pays, point à la ligne. Que ce soit dans sa conception et son expression, il ne laisse aucune place au point de vue francophone.

Bilinguisme? Sûrement pas dans *Canada's History*.

Bernard Mulaire
Montréal (Québec)
Le 12 mai 2018

Centre du patrimoine : un oubli à réparer

Madame la rédactrice,

J'ai lu avec grand intérêt le reportage dans votre édition du 9 au 15 mai 2018 sur les 20 ans du Centre du patrimoine, un exploit extraordinaire pour la communauté francophone du Manitoba.

Dommage qu'on n'y trouve aucune référence à ceux et celles qui ont réalisé cet exploit, notamment Henri Grimard, président de la Société historique de Saint-Boniface de 1991 à 1999, ni des membres de ses conseils d'administration à l'époque. Ce sont ces gens, en passant des centaines d'heures en réunions, et tout cela bénévolement, qui ont fait que le Centre du patrimoine est une réalité aujourd'hui.

J'aimerais ajouter que Henri Grimard, personnalité humble mais tenace, n'a reçu aucune reconnaissance jusqu'à ce jour de la part de la collectivité francophone du Manitoba, du moins à ce que je sache, ne serait-ce qu'un Prix Riel. Et ne serait-il pas approprié de connaître (ou se remémorer) les membres de ses conseils d'administration à l'époque, en particulier ceux du Comité de construction?

Respectueusement,

Raymond Hébert
Membre à vie
de la Société historique
de Saint-Boniface
Saint-Boniface (Manitoba)
Le 17 mai 2018

ÉCRIVEZ-NOUS!

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'identité de l'auteur soit connue (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve également le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse **sgaulin@la-liberte.mb.ca.**

La Fédération métisse du Manitoba veut asseoir son poids politique

« Plus que jamais, les Métis doivent voter »

Un vaste mouvement électoral est en cours dans le monde métis organisé. Il concerne les sept régions de la Fédération métisse du Manitoba (FMM), avec chacune à leur tête un vice-président. Dans la Région de Winnipeg, deux candidats s'affrontent, Gerald Barron et Andrew Carrier.

Daniel BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

Les enjeux de Région de Winnipeg, où résident près de 27 000 électeurs Métis, tournent autour de la bonne gestion des finances et la question du français.

Andrew Carrier a été élu directeur général de la Région en 2014, la dernière fois qu'il y a eu des élections. « Plus que jamais, les Métis doivent s'engager. Ils doivent voter aux élections générales de la FMM du 31 mai. »

Pour son rival, Gerald Barron, l'accent doit être mis sur la saine gestion des finances de la Région de Winnipeg. À la retraite depuis 2009, Gerald Barron a été directeur général de la Commission des entreprises de service public du Manitoba (*Public Utilities Board*) pendant plus de 30 ans. Il note que le vice-président de la Région de Winnipeg sortant, Ron Chartrand, avait démissionné parce qu'il « ne pouvait pas bien gérer les finances ».

« Depuis 2015, la tenue des livres est gérée par la FMM, et non pas le conseil de la Région de Winnipeg. Nous devons assumer pleinement la responsabilité de la gestion financière de notre conseil. »

Andrew Carrier ne le contredit pas. « Le vice-président sortant avait de sérieux problèmes de santé. Étant directeur général de la Région de Winnipeg depuis 2014, je connais bien le dossier. Si je suis élu vice-président, mon objectif sera d'assumer une gestion financière responsable. »

Les deux candidats s'entendent aussi pour mettre en valeur la place du français au sein de la FMM.

Gerald Barron.

photo : Daniel Bahuaud



Andrew Carrier.

photo : Daniel Bahuaud

Gerald Barron : « Mon grand-père Bruce Chartrand parlait le mitchif et le français. Mais la langue a été perdue, à cause des écoles anglaises. La perte de notre héritage linguistique est une des raisons pour lesquelles je suis devenu actif, au Conseil Redboine. Je crois qu'il est temps que notre constitution soit traduite. Et que notre site internet soit en anglais, en français et en mitchif. Et que la MMF ait des employés bilingues. »

Andrew Carrier : « Le français est essentiel à la FMM. Je suis membre cofondateur du Conseil Elzéar-Goulet. Ma famille est présente à l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba depuis sa création. C'est dans le sang. C'est clair que le français doit être plus présent à la Fédération. David Chartrand s'est d'ailleurs engagé à rehausser la place du mitchif et du français. Nous n'avons pas oublié la *Loi du Manitoba de 1870*, et que nous sommes les héritiers de la vision de Louis Riel. »

Et l'entente avec Hydro Manitoba?

La FMM poursuit la Province en justice pour avoir annulé une entente de 67,5 millions $ conclue entre la FMM et Hydro Manitoba. Qu'en pensent les candidats à la vice-présidence de la Région de Winnipeg?

Gerald Barron : « Une entente négociée de bonne foi ne doit pas être rompue unilatéralement. Les projets d'Hydro Manitoba affectent les terres où habitent les Métis. C'était donc nécessaire, essentiel, de les consulter.

« Un seul pépin. L'argent était censé compenser les Métis pour les 50 prochaines années. Comment savoir quelles seront les priorités et les préoccupations des Métis dans un demi-siècle? À mon avis, c'est aux Métis de 2068 de décider. »

Andrew Carrier : « J'appuis Dave Chartrand complètement. Pour amorcer les négociations avec Hydro Manitoba, la FMM a fait de la recherche pendant trois ans sur les retombées des projets hydro-électriques comme Bipôle III sur les terres métisses. La chasse, la pêche, la cueillette de fruits et de champignons et l'accès au bois de chauffage seront affectés.

« La FMM souhaitait la bonne entente. Maintenant, la Province a mis les bâtons dans les roues de cette toute première négociation entre les Métis et Hydro Manitoba. Le recours juridique est nécessaire. »

Des élections toujours plus importantes

Depuis que la Cour suprême du Canada a reconnu ses griefs constitutionnels en 2013, la FMM est devenue pour la Province et le Fédéral un interlocuteur incontournable. C'est dans ce contexte que les élections du 31 mai prennent de l'importance pour tous les acteurs.

Le président David Chartrand a déjà été élu par acclamation, comme déjà en 2014. Il est à la tête de la FMM depuis 1996.

La FMM a 134 conseils locaux, répartis sur sept territoires régionaux : Thompson, The Pas, le Nord-Ouest, l'Entre-les-lacs, le Sud-Est, le Sud-Ouest et Winnipeg. Des élections ont lieu dans les Régions du Sud-Est (19 conseils locaux), du Nord-Ouest (24 conseils locaux) et de Winnipeg (27 conseils locaux).

Les vice-présidents et les directeurs généraux (aussi élus) des Régions siègent au Conseil exécutif de la FMM.

David Gray, le directeur des élections, note qu'en général, « les élections par acclamation ont lieu à la FMM dans les Régions où il n'y a pas de controverse ».

« D'habitude, on a tout de même plus d'un candidat à la présidence de la Fédération. Idéalement, on souhaiterait avoir plus de candidats à tous les niveaux, et plus d'électeurs actifs dans toutes les sept Régions. Plus on a d'électeurs, plus on aura une FMM qui représente les intérêts et les préoccupations du plus grand nombre de Métis possible.

« Nous révisons notre liste électorale, pour nous assurer qu'elle soit à jour et que nos membres soient bel et bien descendants de Métis de la Rivière-Rouge. »

ACTUALITÉS

Rochelle Squires à cœur ouvert

« Dans ma vie, c'est l'expérience qui m'a laissée le plus isolée et stigmatisée »

À l'heure de passer sous presse, Rochelle Squires devait prendre la parole devant l'Assemblée générale annuelle de Pluri-elles le 23 mai 2018 pour mettre de l'avant la question de la violence sexuelle. Depuis le 4 avril, on sait que la députée de Riel a elle-même été victime d'un viol à l'âge de 13 ans. La ministre responsable de la Condition féminine tient à faire sa part pour encourager un dialogue public.


CATHERINE DULUDE
cdulude@la-liberte.mb.ca

À qui vous êtes-vous confiée pour la première fois?

Rochelle Squires : À mon mari. Il est bien sûr très présent dans ma vie. Mais il avait peur que je fasse une sortie publique. Il ne savait pas comment ça se passerait. Et si j'allais tenir le coup.

Quand avez-vous décidé de partager votre histoire publiquement?

R. S. : Ça fait environ un an que j'y pensais. Avril est le mois de la sensibilisation à la violence sexuelle. Je crois bien que ça m'a pris un an à déterminer comment et quand j'allais partager mon expérience de survivante. En plus de trouver le courage de franchir le pas. Il s'agit de l'expérience la plus déchirante que j'aie vécue. Que ce soit à titre de ministre, de personnalité publique, mais aussi de femme et de survivante.

Après tant d'années de silence, pourquoi parler maintenant?

R. S. : Il est devenu évident pour moi qu'un important changement sur la manière dont on perçoit et parle de la violence sexuelle s'impose. Il m'est inconcevable que 34 ans après ma propre expérience la société parle encore de ces terribles situations de la même manière.

Qu'est-ce qui vous frappe à l'heure actuelle dans les conversations qui entourent la violence sexuelle?

R. S. : Que ce n'est toujours pas la majorité de la société qui soutient les survivantes des violences sexuelles. Comme moi à 13 ans alors que je me sentais extrêmement seule, je suis certaine qu'il y a toujours des femmes et des jeunes filles qui se sentent harcelées et isolées. Il faut savoir que 95 % des violences sexuelles ne sont pas rapportées à la police. Cette statistique m'horrifie.

Dans votre volonté de contribuer au dialogue entourant la violence sexuelle, qu'est-ce qui a été le plus difficile?

R. S. : J'ai des enfants. Ils sont presque tous adultes maintenant, mais je les ai toujours maintenus à l'écart de ce qui m'est arrivé en 1984. Aujourd'hui, je suis un livre ouvert, je suis prête à partager avec eux tout ce qu'ils veulent savoir. Mais je souhaitais aussi respecter leur droit à ne pas avoir toute cette partie de ma vie dans leur tête.

Quand leur avez-vous partagé votre histoire?

R. S. : Il y a un an. Quand j'ai commencé à songer à en parler publiquement, je leur ai confié que j'étais une survivante. C'est une conversation extrêmement difficile à avoir avec ses enfants. J'ignore toujours si j'ai été juste envers eux en leur partageant cette histoire, alors que je m'étais battue toute ma vie pour les en protéger. Le matin même du jour où je faisais mon commentaire public [le 4 avril 2018], à tous j'ai envoyé un petit texto du genre : *Hey les enfants, maman va faire les nouvelles aujourd'hui à propos de quelque chose de très délicat. Je vais parler de violence sexuelle de manière personnelle, alors si vous voulez, évitez les réseaux sociaux.*

Vos enfants ont sans doute réagi...

R. S. : Ils sont très forts. Et ils me soutiennent. Les jours qui ont suivi mon discours m'ont laissée sans voix. Le problème est tellement répandu. J'ai reçu des lettres, des appels, des messages sur les réseaux sociaux, des cartes d'un peu partout du pays de survivantes. La plus âgée avait 85 ans, et n'en avait jamais parlé.

Après de pareils témoignages, sentez-vous votre objectif atteint?

R. S. : Je voulais que toute personne atteinte par la violence sexuelle sache qu'elle n'est pas seule. C'est probablement l'expérience qui m'a laissée le plus isolée et stigmatisée dans ma vie. J'avais l'impression que mes cicatrices et mes blessures m'empêcheraient de pouvoir faire partie de la société à part entière. À tel point que j'ai gardé l'expérience secrète jusqu'à ma mi-trentaine.


La Ministre Rochelle Squires lit des cartes de souhaits qu'elle a reçues depuis sa sortie publique le 4 avril sur son expérience avec la violence sexuelle.

photo : Catherine Dulude

En entrevue vous avez dit que ça vous a pris tout ce temps pour que la gamine de 13 ans en vous reconnaisse que ce n'était pas de sa faute. Est-ce qu'il a fallu 34 ans pour la convaincre, cette gamine?

R. S. : La plupart du temps, j'arrive à la convaincre. Pourtant ce travail intérieur n'est jamais fini. Après avoir été violée ou abusée, on sait bien que quelque chose de mal s'est déroulé. Alors on cherche dans la société, la culture populaire, la validation dont on a besoin pour consolider ses sentiments. Hélas, la société est polluée par des conversations où on blâme la victime. Alors on finit par se blâmer soi-même. C'est toxique.

Le mouvement #moiaussi sur les réseaux sociaux, comment le percevez-vous?

R. S. : Avec admiration. Je suis renversée par la quantité de témoignages. Au début, je le soutenais silencieusement. Puis petit à petit, j'ai gagné en confiance et j'ai commencé à parler plus fort. Le mouvement a mis en confiance beaucoup de gens. Et plus on en parle, plus on a de chances de convaincre les jeunes filles qui ont été abusées qu'elles ne sont pas responsables.

Les efforts pour aider les victimes

Le gouvernement provincial travaille actuellement à implanter des stratégies pour aider les victimes de violence sexuelle, tant au sein de la fonction publique que des forces de l'ordre.

Les précisions de Rochelle Squires : « Au sein du gouvernement, nous nous penchons sur la question du harcèlement et de l'agression au travail. Et effectivement, nous collaborons aussi avec les forces de l'ordre pour la mise en place d'une nouvelle politique de signalement à une tierce partie afin d'éviter que les victimes aient à se rendre au poste de police.

Car là-bas, elles risquent de devoir parler à un policier masculin, ce qui représente une barrière supplémentaire. Avec cette nouvelle politique, les victimes n'auraient pas à passer par la police, mais pourraient s'adresser à des partenaires communautaires, comme Klinic, Ka Ni Kanichihk Heart Medicine Lodge Program et Mount Carmel Clinic Sage House. La Colombie-Britannique et le Yukon ont déjà ces politiques en place. Je n'ai pour ma part jamais fait de rapport à la police.

Un test a changé sa vie : dans les pas d'un enfant dyslexique

« J'étais content de savoir que je n'étais pas stupide »

Depuis son entrée en 1re année, Zacharie Giroux a des difficultés en lecture et en écriture. Aller à l'école était devenu une corvée. Tout a changé après avoir effectué un test de dépistage de la dyslexie.




MANELLA VILA NOVA
mvilanova@la-liberte.mb.ca

« Je suis un élève dyslexique. » Zacharie Giroux, en 6e année à l'École Lacerte, sait depuis maintenant un an comment nommer la source de ses soucis. « J'avais beaucoup de difficultés à lire et à écrire. Le temps que j'écrive une demi-page, les autres en avaient écrit une entière. En lecture, je ne me souvenais pas des bons mots. Je confondais le B et le D, et le Q et le P. Les enseignants m'aidaient comme ils le pouvaient. Puis j'ai fait un test, et j'ai découvert ce que j'avais. »

Cette révélation a changé sa vie. « Jusque là, je n'aimais pas l'école, parce que je ne travaillais pas bien. Quand j'ai eu les résultats du test, j'étais content de savoir que je n'étais pas stupide. J'ai su pourquoi je n'y arrivais pas, et ça a fait une grosse différence. Maintenant, je peux avoir le nécessaire pour m'aider à étudier normalement, et c'est beaucoup plus facile. »

Ses parents ont tout de suite cherché des informations supplémentaires. « Ils se sont renseignés pour savoir comment m'aider à l'école et en dehors. Ma mère a trouvé une tutrice spécialisée en dyslexie, Marilyn Mazzone, qui lui avait été recommandée par une autre maman d'enfant dyslexique. Maintenant, je vais la voir deux fois par semaine sur les heures des récréations ou du dîner. »

En octobre dernier, sa maman, Monique Giroux, l'a accompagné au *Symposium for Families, Advocacy for Children with Dyslexia*, organisé à l'Université du Manitoba par *Dyslexia Champions of Manitoba*. « Ma mère veut trouver des solutions pour que je ne sois pas derrière à l'école et que je sois un meilleur élève. À ce forum, j'ai appris que beaucoup de personnes vraiment intelligentes, comme Bill Gates ou Albert Einstein, sont aussi dyslexiques. »



photo : Manella Vila Nova

René, Zacharie et Monique Giroux.

Cette découverte a permis à Zacharie Giroux de se voir autrement. « J'ai réalisé que je pouvais être quelqu'un comme eux, et faire de vraiment bonnes choses avec ma dyslexie. Je sais que la NASA emploie des personnes dyslexiques, parce qu'on pense toujours *above and beyond*. On cherche toujours comment faire mieux et on a une bonne imagination. Par exemple, si quelqu'un me donne une petite fusée, je ne vais pas être satisfait. Je vais chercher à savoir comment en construire une géante. »

À l'école, des mesures ont vite été prises pour qu'il puisse suivre une scolarité adaptée. « Les enseignants m'aident plus individuellement. Je peux les contacter si j'ai des questions avec les devoirs. J'apporte aussi mon iPad tous les jours pour pouvoir rester en classe. Grâce à l'aide de ma tutrice, je suis meilleur à l'école et je me sens mieux. Je peux faire des choses comme les autres. »

Empli d'une nouvelle confiance en lui, Zacharie Giroux a décidé de préparer une présentation sur la dyslexie pour ses camarades. « Je voulais que les élèves comprennent ce qu'est la dyslexie. On ne doit pas en avoir honte. Moi, je trouve ça bien parce que dans ma tête, je vois des choses que les autres ne voient pas. »

« Je leur ai montré comment mon cerveau et le leur fonctionnaient pour qu'ils voient comment j'apprends. Maintenant qu'ils savent que j'apprends différemment, ils peuvent m'aider. Je n'ai pas vraiment utilisé de site, je me suis appuyé sur mon expérience. Et ma tutrice m'a aidé à préparer le PowerPoint. »

Depuis cette présentation, les élèves de sa classe le regardent autrement. « Ils ont changé leur opinion sur moi. Ils savent comment m'aider, et ils m'aident plus maintenant qu'ils comprennent pourquoi je n'y arrive pas toujours. »

Zacharie Giroux espère que son message pourra toucher d'autres enfants. « Dans chaque classe, il y a environ deux personnes dyslexiques, d'après les statistiques. Alors je veux que les autres enfants dyslexiques ne se sentent pas stupides non plus. C'est quelque chose qu'on devrait célébrer, et pas cacher. Je veux les encourager à trouver de l'aide pour qu'ils ne soient pas découragés par l'école. »

Le témoignage d'une mère

Dyslexie : les parents aussi doivent apprendre

Monique Giroux est une maman rassurée, soulagée qu'enfin un mot cerne la réalité à laquelle certains de ses enfants doivent faire face : la dyslexie.



MARIE BERCKVENS
mberckvens@la-liberte.mb.ca

La dyslexie reste un sujet un peu tabou. Monique Giroux : « Même dans l'école, ils n'utilisent pas ce mot. La dyslexie reste un peu secrète. Il y a encore beaucoup d'éducation à faire. Tout le monde a besoin d'en apprendre plus à ce sujet. »

Plusieurs années durant, Zacharie, le troisième enfant de la famille, rentrait démotivé de l'école. Face à ce constat, sa mère le questionnait beaucoup. « Zacharie se sentait comme un élève de la maternelle pris dans une classe de 5e année. Car tout allait au-dessus de sa tête. Après chaque année scolaire, je le voyais encore plus en arrière. C'était très frustrant pour moi. J'ai demandé plusieurs fois de le retenir dans son année. Mais tu n'as pas le choix que d'avancer ton jeune. »

À la fin de la 4e année de Zacharie, Monique Giroux a appris que son fils avait été enlevé de la liste d'attente de l'école pour pouvoir passer un test de dépistage pour les troubles d'apprentissage. Alors, elle a décidé d'avoir recours à une entrepise privée. « L'aide qu'on a choisie est quand même assez chère. Un peu en dessous de 2 000 $. Mais cela a valu la peine. »

Interrogée par *La Liberté*, la directrice du service aux élèves de la Division scolaire franco-manitobaine dont fait partie l'école Lacerte, Christelle Waldie, n'a pas pu parler du cas particulier de Zacharie Giroux, mais a détaillé le processus à suivre (voir encadré).

Deux des six enfants de Monique Giroux (Zacharie et Xavier) ont été diagnostiqués dyslexiques. Pour le petit dernier, Caleb, les démarches sont toujours en cours.

« Avec les résultats du test, je savais exactement ce que je devais travailler avec Zacharie. On a fait les démarches pour qu'il aille voir deux fois par semaine un tuteur certifié, connaissant de la méthode Orton-Gillingham. C'est en anglais, cela cause un peu un problème puisqu'il est dans une école francophone. En dehors de l'école, je n'ai trouvé personne capable d'aider en français avec ce programme. »

Quand le diagnostic a été posé, l'école Lacerte a mis en place un plan éducatif personnalisé pour Zacharie et Xavier. Tous les deux sont suivis par un orthopédagogue scolaire et disposent d'une auxiliaire pour les aider en classe. Une aide toutefois jugée insuffisante par la mère. « J'aimerais que Xavier ait aussi un tuteur privé. Mais il faudra encore attendre un peu. Payer pour deux un tutorat, ce serait de trop pour nous. »

Pour pouvoir continuer ce tutorat en anglais, Monique Giroux envisage d'inscrire Zacharie dans une école anglophone, pour son secondaire. En attendant, elle essaye de l'appuyer tant qu'elle peut, surtout durant les vacances, « pour ne pas qu'il perde ce qu'il a déjà acquis ».

Monique Giroux et son conjoint René sont conscients de l'importance de leur rôle dans l'éducation de leurs enfants. « C'est important que les parents restent attentifs et continuent à échanger avec d'autres parents. Parfois, c'est un petit signe qui te met dans la direction de penser qu'il y a un problème. Alors là, il faut creuser. Cela prend du temps et des efforts, car les écoles sont surchargées. Avoir des enfants dyslexiques, c'est aussi tout un apprentissage en tant que parent. »



Monique Giroux se dit soulagée de connaître enfin le trouble de l'apprentissage qui touche ses enfants : la dyslexie.

photo : Manella Vila Nova

Quelques détails sur la dyslexie

Selon l'*Encyclopédie Larousse Médical* en ligne, la dyslexie est une difficulté d'apprentissage de la lecture et de l'orthographe, en dehors de toute déficience intellectuelle et sensorielle, et de tout trouble psychiatrique.

Pouvant être de causes soient génétiques, soit acquises lors du développement cérébral pendant la grossesse, la dyslexie touche environ 8 % à 10 % des enfants, avec une prévalence chez les garçons trois fois plus élevée que chez les filles.

Selon la Clinique d'apprentissage de la lecture Hudson à Montréal, membre de l'International Dyslexia Association, l'une des approches les plus efficaces pour soutenir les enfants dyslexiques dans leurs apprentissages est la méthode Orton-Gillingham, du nom du docteur Samuel Torrey Orton qui a contribué à identifier la dyslexie en 1925, et de l'enseignante ressource et psychologue, Anna Gillingham.

Développée dans les années 1930, la méthode Orton-Gillingham est une approche multisensorielle qui amène les quatre types de connexions neurales, visuelles, tactiles, auditives et kinesthésiques, à être engagées lors de l'apprentissage de la lecture et de l'orthographe.

DSFM : en cas de difficulté d'apprentissage

Sans parler du cas particulier de Zacharie Giroux, Christelle Waldie, la directrice du service aux élèves de la DSFM, rappelle qu'il existe dans chaque école une procédure à suivre quand des élèves présentent des difficultés d'apprentissage.

« Les enseignants, s'ils remarquent qu'un jeune n'est pas en train de progresser en lecture ou en écriture, vont demander de l'aide à leur orthopédagogue. Celui-ci a une trousse de diagnostic en lecture et écriture. Cette trousse va servir à identifier le problème. Une fois le problème identifié, la trousse contient des leçons d'intervention pour les jeunes.

« S'il n'y a pas de progrès, l'orthopédagogue de l'école peut faire appel à l'un des coordinateurs de la DSFM. Si l'orthopédagogue soupçonne plus qu'un trouble de l'apprentissage, d'autres spécialistes (psychologues, orthophonistes) vont pouvoir intervenir. »

Au moins un orthopédagogue est présent dans chaque école de la DSFM. Christelle Waldie reconnait cependant que leur temps est compté. « Il est possible que dans certaines écoles, il y ait une liste d'attente. L'orthopédagogue doit prioriser ses interventions en fonction du nombre de cas.

« Les orthopédagogues ne peuvent prendre que quelques élèves dyslexiques par an. Car ces spécialistes ont beaucoup d'autres choses à faire par rapport à d'autres troubles d'apprentissage. Dans ces situations-là, les parents doivent parler avec la direction d'école, qui est responsable du programme de l'élève. »

Christelle Waldie tient à rappeler que Jeanne Rémillard, la coordinatrice qui a conçu la trousse de diagnostic en lecture et en écriture, est qualifiée dans l'approche Orton-Gillingham et que les orthopédagogues sont formés à partir de cet outil. Cette approche est connue comme étant la méthode la plus efficace de rééducation pour la dyslexie. Elle s'appuie sur plusieurs sens pour engager les quatre types de connexions neuronales (visuelles, auditives, tactiles et kinesthésiques) lors de l'apprentissage de la lecture et de l'orthographe.



Roland Mahé a vécu une expérience théâtrale

Julie Payette, la Gouverneure générale du Canada a remis le 10 mai l'Ordre du Canada à 45 Canadiens lors d'une cérémonie d'investiture à Ottawa.

Roland Mahé en est sorti « bouche bée ».

« J'étais à Rideau Hall avec ma sœur Irène, mon frère André et son épouse Carol. On était tous très impressionnés de pouvoir côtoyer les nouveaux membres de l'Ordre du Canada. Des scientifiques, des artistes, et un joueur de hockey vraiment formidable, Marc Messier.

« La cérémonie relevait de l'expérience théâtrale. La metteure en scène a fait un travail impeccable. Le tout était à la fois solennel et chaleureux, baigné d'une grande humanité et générosité. Comme Julie Payette, quoi! »

La Gouverneure générale a souligné l'implication culturelle de Roland Mahé : « Sa détermination et son engagement ont bonifié le théâtre et la dramaturgie au Manitoba français. Il a permis à des centaines d'artistes de développer leurs talents, en plus de faire découvrir de nouveaux auteurs au public. Il a appuyé la création de pièces francophones en milieu minoritaire, et a activement contribué au rayonnement de cette discipline artistique. Ce qui a contribué à l'essor de la langue française. »

Successeur de Pauline Boutal, qui a reçu l'Ordre du Canada en 1973, Roland Mahé a été à la direction du Cercle Molière de 1968 à 2012.

Rappelons que Rideau Hall avait annoncé sa nomination à la fin de décembre 2017, en même temps que celle de Réal Bérard, bien connu des lectrices et lecteurs de *La Liberté* sous le nom de Cayouche, le joual borgne qui assure le dessin poético-politique à la page 4 du journal, semaine après semaine, depuis plus de 35 ans.

D. B.



photo : Gracieuseté Cplc Vincent Carbonneau, Rideau Hall

Roland Mahé et Julie Payette.

SUDOKU

PROBLÈME N° 602

		9		5		6		
	2		6				4	
6					8	7		2
				1			8	
	3	5		2		4		
		1					6	
			3	4				
4		7				5		
			5		1			

RÉPONSE DU N° 601

9	1	2	7	3	4	8	6	5
6	3	7	8	2	5	4	9	1
8	4	5	9	1	6	2	7	3
3	6	1	2	8	9	5	4	7
5	7	8	4	6	3	9	1	2
4	2	9	5	7	1	3	8	6
2	8	4	6	5	7	1	3	9
1	5	6	3	9	8	7	2	4
7	9	3	1	4	2	6	5	8

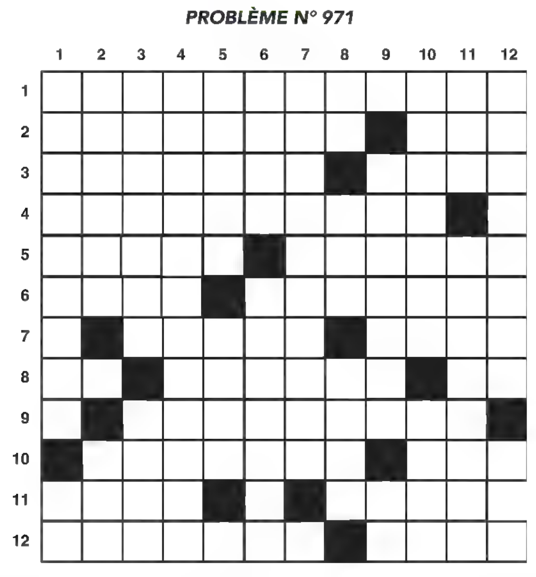
RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 971



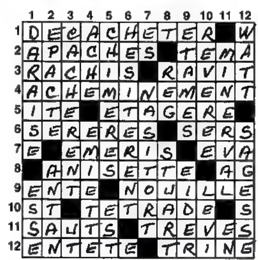
HORIZONTALEMENT

1- Action de faire revenir des biens dans leur pays d'origine.
2- Rendant un peu ivre. – Qui est sans mélange.
3- Couvrant la femelle, en parlant d'un oiseau. – Partie latérale du nez.
4- Personne qui effectue un échange de biens.
5- Mât d'un navire. – Unité de longueur (pl.).
6- Amalgame d'étain. – Tire de l'oubli.
7- Sultan ottoman (1512-1520). – Viscère.
8- Conduit. – Personne qui effectue le mirage des œufs. – Se suivent.
9- Dénombrent.
10- Anaconda. – Prénom masculin.
11- Disposé. – Idiot, lourdaud.
12- Présenter le phénomène de ressuage. – Venues au monde.

VERTICALEMENT

1- Susceptible d'accueillir telle impression. – Une lettre les sépare.
2- Blessa, défigura. – Période.
3- Présentais un défaut. – Artères.
4- Ténacités, obstinations.
5- Homme d'armes. – Femelle d'un chien de chasse.
6- Suite de personnes sur une même ligne. – Qui va droit au but.
7- Très profondément.
8- Conjonction. – Terme de tennis. – Éculée.
9- Consterné. – Doublée.
10- Enlève les pierres de. – Partie centrale de la Terre.
11- Pas un. – Grosse mouche.
12- Nattent. – Commencés à exister.

RÉPONSES DU N° 970



	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	D	E	C	A	C	H	E	T	E	R	■	W
2	A	P	A	C	H	E	S	■	T	E	M	A
3	R	A	C	H	I	S	■	R	A	V	I	T
4	A	C	H	E	M	I	N	E	M	E	N	T
5	I	T	E	■	E	T	A	G	E	R	E	■
6	S	E	R	E	R	E	S	■	S	E	R	S
7	E	■	E	M	E	R	I	S	■	E	V	A
8	■	A	N	I	S	E	T	T	E	■	A	G
9	E	N	T	E	■	N	O	U	I	L	L	E
10	S	T	■	T	E	T	R	A	D	E	■	S
11	S	A	U	T	S	■	T	R	E	V	E	S
12	E	N	T	E	T	E	■	T	R	I	N	G

CULTUREL

Regard de Morgane Lemée sur Cavalia Odysseo

Un opéra équestre qui va crescendo

Cavalia est la plus grande compagnie de tournée au monde : 70 chevaux, 125 employés permanents et un grand chapiteau blanc de 5 388 mètres carrés. La troupe québécoise, qui mêle arts équestres et arts de la scène, est revenue avec *Cavalia Odysseo*. Plus grand, plus fort qu'en 2015. (1)




mlemee@la-liberte.mb.ca

Un spectacle d'une telle envergure a de quoi impressionner. À commencer par l'espace qu'il occupe. Et si nous entamons en douceur l'odyssée, nous voilà peu à peu happés par des décors surprenants et des paysages virtuels à confondre l'entendement. Nous entrons d'abord dans une forêt, puis une région montagneuse, puis un désert et enfin un lac : le travail hors pair de mise en scène et de scénographie nous ferait presque oublier où nous sommes. En tout cas très loin du simple chapiteau.

Des musiciens offrent une bande sonore *live* adaptée au rythme des galops. Le violon sort du lot, mais la voix de la jeune chanteuse Maria Aragon, fierté winnipégoise de ce *show* grandiose, m'aura laissée indifférente.

Les stars quadrupèdes de ce spectacle ont par contre su émerveiller tout le public. Leurs pas de *doma* habilement interprétés révèlent une monte remarquable et un domptage d'exception. Surtout quand on sait que Cavalia compte 16 étalons, alors qu'habituellement il y en a un ou deux au sein d'un même ensemble.

Accompagnés de leurs cavaliers acrobates, les chevaux ont stimulé l'adrénaline. Mais à mon goût, le plus beau tour reste lorsque le cheval gambade seul, sans selle, sans rênes, sans cavalier, (presque) à l'état de nature. Le reflet turquoise savamment placé sur ces chevaux blancs qui galopent librement a offert le plus grand plaisir aux yeux.


Le spectacle équestre *Cavalia Odysseo* sera à Winnipeg jusqu'au 17 juin 2018.

photo : Gracieuseté Phil Crozier

Les intervalles entre les numéros de chevaux rehaussent en beauté le spectacle. Mon coup de cœur va aux danseurs-joueurs de djembé et de tam-tam. Ils ont fait danser, rire, sourire, crier. Ces artistes caméléonesques nous ont donné une ambiance aux airs d'Afrique, aussi chaleureuse qu'épatante. Impossible de se lasser de leurs infinies pirouettes. Divertissement garanti.

Chaque numéro de danse est d'ailleurs un tour de force. Simples interludes entre les numéros du spectacle, ils n'ont cependant pas été sous-estimés. Leur splendide conception chorégraphique s'ajoute à la liste des prouesses de Cavalia.

Décor hallucinant, domptage de très grande classe, acrobaties aériennes à couper le souffle, *Cavalia Odysseo*, sorte de carrousel gigantesque scénographié au mètre carré près, forme une suite de magnifiques surprises. Une mention revient à l'équipe technique de haut niveau qui orchestre ce spectacle sans faille.

Cavalia Odysseo est aussi la dernière chance pour les Winnipégois de savourer cet opéra équestre. Après un dernier arrêt à Montréal, la ville d'origine de Normand Latourelle le fondateur de Cavalia, la compagnie cessera ses tournées pour s'installer dans un théâtre permanent.

(1) Après l'ajout de dates supplémentaires, les représentations de *Cavalia Odysseo* auront lieu jusqu'au 17 juin, au 1284 Wilkes avenue à Winnipeg. Tarifs et informations supplémentaires sur www.cavalia.com.

DSFM

DANS NOS ÉCOLES

Dans nos écoles est une vitrine exceptionnelle pour faire connaître les activités de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) : les réussites des élèves de la maternelle au secondaire et sa programmation d'excellence.

Ce rendez-vous hebdomadaire revient sur ce qui s'est passé dans les 23 écoles de la DSFM et annonce les évènements à venir.

Restez informés en suivant Dans nos écoles chaque semaine dans le journal ***La Liberté*** et sur le site DSFM.mb.ca

Vous êtes enseignant(e) et vous voulez aussi partager l'un de vos succès? Contactez Manella ecoles@la-liberte.mb.ca



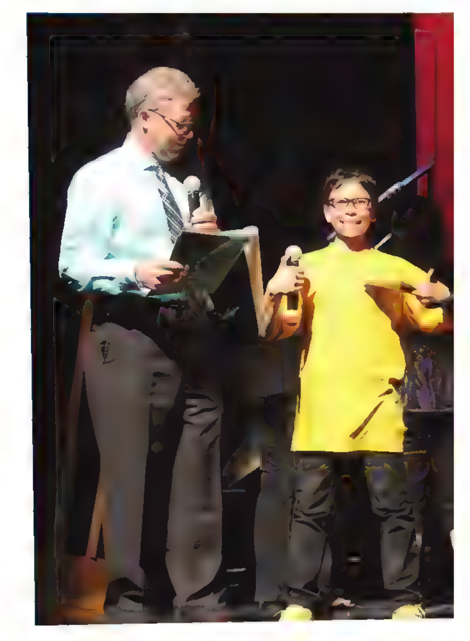
Quand 1 000 voix ne font qu'une

Musique – Diversité – Partage





12 chansons, 16 écoles, plus de 1 050 élèves. Le 16 mai, les élèves de la 4e à la 6e année des écoles de la DSFM ont enchanté le public de la Salle du Centenaire de Winnipeg lors de la Surboum. Pendant plusieurs semaines, tous les élèves ont réécrit et appris les paroles de chansons populaires francophones. De la scène et des balcons, les enfants ont uni leurs voix et partagé avec fierté leur francophonie devant une salle comble.







Avery Wolchuk,
5e année,
École Christine-Lespérance

« J'adore toutes les personnes ici. Les enseignants sont tellement gentils! Ils nous protègent et font tout ce qu'ils peuvent pour nous donner de la joie. J'adore le directeur, et tout le monde qui travaille au bureau. Mon enseignant nous fait toujours rire avec des blagues. J'aime aussi faire des blagues, alors il me comprend. »

Célébrons nos succès!

Le 11 mai, le travail des élèves de la 9e à la 12e année qui participent aux cours à distance dans les écoles La Source, Saint-Lazare, Gilbert-Rosset, Jours de Plaine, Saint-Georges, Aurèle-Lemoine et La Voie du Nord a été reconnu à l'occasion d'une soirée organisée en leur honneur à Brandon. Pour les élèves, cet événement est une occasion de se rassembler à nouveau pour célébrer la fin d'une autre année scolaire.

Lumière sur l'École communautaire Gilbert-Rosset

La médiatrice culturelle permet un nouveau regard sur Saint-Claude

Culturel – Francophonie – Fierté



Les élèves de Gilbert-Rosset peuvent approfondir la culture de leur village avec Marie-Lou Bernatchez (à gauche).

Depuis le début du mois d'avril, une nouvelle tête arpente les couloirs de l'École communautaire Gilbert-Rosset. Jusqu'à la fin du mois de juin, Marie-Lou Bernatchez, médiatrice culturelle, va apporter un nouveau souffle à la vie culturelle de l'établissement.

Lise Poiron, la directrice de l'école, est ravie de cette collaboration avec l'organisme Les offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ). « Marie-Lou Bernatchez a pour mandat de travailler avec la population étudiante, d'animer des activités portant sur les référents culturels et de valoriser les référents culturels locaux. Les enfants abordent l'histoire de l'école, la culture de Saint-Claude, les personnages importants de notre communauté... Tous les sujets reliés à la culture francophone du Manitoba sont pertinents. »

> *« Marie-Lou Bernatchez donne de la vie à l'école. Ça encourage l'esprit de l'école et ça contribue à en faire un environnement plus francophone. »*
> Joshua Dondo, 11e année.

Marie-Lou Bernatchez est étudiante en communication au Québec. « J'ai participé à ce programme, parce que je voulais explorer les communautés francophones hors Québec. J'ai fait de nombreuses recherches par moi-même, et j'ai reçu beaucoup de soutien du personnel de l'École communautaire Gilbert-Rosset. Je m'inspire en grande partie de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF) pour trouver des activités amusantes et éducatives pour les différents groupes d'âge. Maintenant, je commence à connaître les enfants et à savoir ce qui les intéresse plus. »

Pour des bricolages, des visites de sites historiques de la région, ou encore des projets de recherche, la médiatrice culturelle garde les élèves de Saint-Claude bien occupés. « J'essaye de les stimuler. Mon mandat était pour le primaire, mais j'assiste aussi les enseignants et les élèves de secondaire. Nous avons mis sur pied un club d'improvisation pour les élèves de la 6e à la 12e année, et un club d'arts visuels pour les élèves de la 3e à la 12e année. »

Marie-Lou Bernatchez travaille pour que les enfants soient plus conscients de leur culture en milieu minoritaire. « Il y avait déjà un volet culturel à l'école, mais moi je peux aller plus loin. Les enseignants n'ont pas toujours le temps de le faire. Parfois, les jeunes incorporent des choses sans savoir d'où ça vient. C'est important de pouvoir établir des liens et de comprendre l'ampleur de la culture francophone. C'est pourquoi je m'occupe de la radio, j'affiche les informations des journaux, je mets des babillards culturels dans l'école. Ce sont des petites touches qui leur donnent accès à la culture de leur province. »

Joshua Dondo, en 11e année, fait partie du conseil étudiant. « C'est bien d'avoir une nouvelle perspective pour aider à gérer les choses. Marie-Lou Bernatchez donne de la vie à l'école. Ça encourage l'esprit de l'école et ça contribue à en faire un environnement plus francophone. Depuis qu'elle est là, je vois les enfants plus ouverts sur la communauté, parce qu'on les inclut plus. Ils sentent qu'ils font partie de l'école et de la culture franco-manitobaine de l'établissement. »



À noter

LES ACTIVITÉS SCOLAIRES

Du 23 au 24 mai,
Camp Fendez le bois, 5e – 6e années, École Lacerte et École Saint-Joachim.

Du 28 au 30 mai,
Camp Fendez le bois, 5e – 6e années, École Taché et École communautaire Réal-Bérard.

Du 4 au 6 juin,
Camp Fendez le bois, 5e – 6e années, École Christine-Lespérance et École Lagimodière.

LA COMMISSION SCOLAIRE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine, **le mercredi 30 mai à 19 h,** au bureau divisionnaire, Lorette.



EMPLOIS ET AVIS

SÉANCE D'INFORMATION PUBLIQUE

Faites connaître votre point de vue

sur le plan de sécurité de la route périphérique Sud

Nous vous invitons à partager vos opinions lors d'une séance d'information publique organisée par Infrastructure Manitoba. Des représentants discuteront d'un plan pour améliorer la sécurité sur la route périphérique Sud. Les sujets abordés comprendront des améliorations à court terme en matière de sécurité, le calendrier du projet et les déviations de circulation.

Date : lundi 28 mai 2018
Heure : de 15 h à 20 h
Lieu : Canad Inns, salle Ambassador F, 1824, chemin Pembina, Winnipeg

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec : Erica Vido au **204 945-2631** ou à **erica.vido@gov.mb.ca**





Nous recherchons des candidat(e)s pour le poste suivant :

POSTE : **Enseignant(e) – 1re année**
Contrat temporaire 100 %

OÙ : École communautaire Réal-Bérard
À : Madame Angèle Comeau, directrice
DATE LIMITE : Le 29 mai 2018

Pour de plus amples renseignements : www.dsfm.mb.ca

Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 19 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler **un poste permanent à temps plein:**

AGENT(E), SERVICES AUX MEMBRES

au centre de services à Notre-Dame-de-Lourdes

L'agent(e), services aux membres reçoit et traite les transactions des membres au comptoir, gère et réconcilie quotidiennement les espèces monétaires et fait la promotion des produits et services financiers offerts par la Caisse.

Pour de plus amples renseignements:
www.caisse.biz/fr/carrieres/

Caisse
Groupe Financier



PERSONNEL DE BUREAU
Bilingue (français/anglais)

La division scolaire River East Transcona sollicite des candidatures au poste de secrétaire à demi-temps à l'École Centrale. Les candidat(e)s doivent être bilingues (français/anglais). Posséder une expérience de travail d'un minimum de six à 12 mois dans un bureau est préférée.

L'échelle de salaire à présent est de 20,08 $ à 23,66 $ de l'heure.

SVP soumettre une lettre de demande et un curriculum vitae avec trois références à :

Clerical Bulletin No. C19-01
Human Resources Department
River East Transcona
School Division
589, rue Roch
Winnipeg (Manitoba) R2K 2P7

Date limite : le 28 mai 2018

Pour plus de renseignements concernant ce poste, veuillez consulter notre site web **www.retsd.mb.ca**.



Financé par: Immigration, Refugees and Citizenship Canada / Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

L'Accueil francophone recrute pour son camp d'été!
Employés d'été (8 semaines)
Postes : Animateur(trice), Assistant(e) coordination

Description des tâches

- Aider à la planification des activités du camp d'été,
- Aider au recrutement des jeunes et préparer les groupes,
- Organiser la logistique du camp avec l'aide du coordonnateur,
- Encadrer les jeunes durant le camp,
- Animer des ateliers avec les jeunes,
- Veiller à la sécurité des jeunes,
- S'acquitter d'autres tâches conformément aux directives du coordonnateur du camp

Compétences requises

- Être capable de communiquer en français (oral et écrit),
- Bonne connaissance des logiciels Microsoft,
- Bonne connaissance de la communauté,
- Capacité de travailler de façon autonome et avec des jeunes,
- Avoir de l'initiative, de l'entregent, posséder un bon sens de l'organisation, être débrouillard et avoir un bon esprit d'équipe.
- Une expérience de travail avec les jeunes est un atout.

Conditions d'embauche

- Être âgé entre 15 et 30 ans,
- Avoir étudié à temps plein durant l'année 2017-2018 et envisager retourner à temps plein,
- Être citoyen canadien, résident permanent ou une personne à laquelle le gouvernement a accordé une protection en tant que réfugié,
- Être disponible à travailler des heures supplémentaires, (ou bien des heures à l'extérieur des heures de bureau).

Durée de l'emploi : 18 juin au 10 août 2018
Prière d'envoyer votre curriculum vitae et une lettre de motivation par courrier postal ou électronique au plus tard le **31 mai 2018** à l'attention de :

Wilgis Agossa
Adjoint exécutif
Accueil francophone du Manitoba
190 Avenue de la Cathédrale
Winnipeg, (MB) R2H 2N9
wagossa@sfm.mb.ca

Nous remercions toutes les personnes qui présentent leurs candidatures. Nous communiquerons uniquement avec les personnes sélectionnées pour une entrevue.
NOTE : Le masculin est utilisé pour alléger le texte, et ce, sans préjudice pour la forme.



APPEL DE CANDIDATURES

Chargée(s) ou chargé(s) de cours

L'École technique et professionnelle est à la recherche de chargée(s) ou de chargé(s) de cours en Communication multimédia qui seraient en mesure d'offrir les cours suivants pour l'année scolaire 2018-2019.

Automne 2018

- CM 201 Conception et scénarisation pour vidéo
- CM 202 Saisie d'images vidéo
- CM 205 Montage vidéo

Hiver 2019

- CM 203 Techniques de production vidéo
- CM 206 Effets spéciaux, son et images
- CM 213 Plan d'affaires et préparation à l'emploi

Veuillez indiquer dans votre lettre de présentation votre disponibilité à enseigner des cours pendant la journée et la soirée. Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation et votre curriculum vitae avant le 6 juin 2018 aux fins de considération pour la session d'automne. Après le 6 juin 2018, nous continuerons à accepter des candidatures pour l'offre de cours à la session d'hiver.

Rémunération : selon la convention collective

École technique et professionnelle
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-237-1818, poste 449
Télécopieur : 204-233-2918
etp@ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

EMPLOIS ET AVIS

LES PETITES ANNONCES

▶ À LOUER

340A, rue Bertrand : Appartement complètement rénové, 1 chambre, 1 salle de bain. Grande cour. 950 $ + services. Disponible mi-juin. 204-799-8372
405-

340, rue Bertrand : Appartement complètement rénové, 3 chambres, 2 salles de bain. Grande cour. 1 500 $ + services. Disponible le 1er juillet. 204-799-8372
406-

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ Photo : 15,93 $

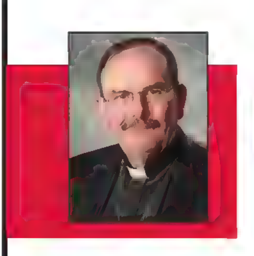




Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

APRÈS M'AVOIR LU… RECYCLEZ-MOI!





CHRONIQUE RELIGIEUSE

† ALBERT LEGATT,
Archevêque de Saint-Boniface

La présence

Dans l'Archidiocèse de Saint-Boniface, huit paroisses ou missions se trouvent dans des communautés autochtones. Situées à l'est du lac Winnipeg, du nord au sud on découvre : Poplar River, Berens River, Bloodvein, Little Grand Rapids, Pauingassi, Hollow Water (Hole River), Manigotagan, et enfin la plus grande, Sagkeeng, près de Powerview, qui compte à elle seule plus de 9 600 membres.

Dans l'ensemble, les Autochtones catholiques représentent facilement 10 % à 15 % de la totalité des catholiques de notre diocèse. Ce n'est donc pas la moindre partie de notre famille de foi. Dès ma première année à Saint-Boniface, j'ai commencé à visiter ces communautés, au même titre que les autres paroisses.

Depuis 2013, chaque hiver, nous avons une rencontre avec des représentants de chacune de ces communautés. Venant sur des routes d'hiver à travers forêts et marécages, 30 à 40 personnes se rassemblent pour partager avec moi et aussi entre eux. Il y a certainement des échanges sur leur passé (beaucoup sont eux-mêmes allés aux écoles résidentielles), mais aussi sur leur vie présente et la situation de leurs communautés. De plus, nous discutons de la façon dont ils envisagent l'avenir. Le tout dans un contexte de foi et d'Église.

Dès la première rencontre, d'une voix unanime, ils ont tous demandé comme première requête auprès de l'Archidiocèse la présence continue de l'Église en chacune de leurs communautés. Et cela par le biais de prêtres et de religieuses. Ils voulaient que des personnes de l'Église vivent et servent chez eux.

Ces communautés avaient connu, à travers de bien des décennies, cette présence de l'Église à travers le ministère des Oblats, des Sœurs Grises, des Oblates, des Franciscaines Missionnaires de Marie, entre autres. Mais petit à petit (et parfois tout d'un coup), ces religieuses et religieux ont dû quitter leurs ouailles à cause de leur âge et d'une pénurie de membres. Leur champ d'action fut entièrement remis à l'Église diocésaine, à l'évêque et au clergé séculier. Mais nous ne connaissions pas suffisamment le passé et la situation actuelle de ces gens. Ainsi, au début, nous ne savions pas comment les desservir adéquatement selon leur culture et leurs besoins. Tout de même, nous avons fait de notre mieux.

Et, peu à peu, l'Archidiocèse de Saint-Boniface a commencé à comprendre comment vraiment répondre de manière appropriée à l'appel de Dieu dans ces communautés qui ont des besoins particuliers, mais aussi des richesses particulières. À présent, nous essayons d'assurer cette présence tant désirée de l'Église par le ministère de deux prêtres nigériens, deux prêtres de l'Inde, et aussi par deux religieuses nigérianes qui visitent et travaillent dans ces communautés en rotation, deux mois à la fois à chaque endroit.

Lors de la troisième rencontre annuelle des représentants de communautés, un genre de Conseil diocésain de la Pastorale avec les Premières Nations, je me souviendrai toujours du moment où une dame a déclaré : « J'ai besoin, nous avons besoin, de l'Église pour notre guérison. » En réponse, je ne pouvais que lui répondre ceci : « Et l'Église catholique, moi-même et de fait nous tous, nous avons besoin des Premières Nations pour notre guérison, pour notre salut. »

Ainsi le diocèse essaie d'assurer la présence essentielle à notre marche en commun. Mais il y a présence et présence! La présence nécessaire est celle marquée d'abord par l'écoute remplie de respect et le désir d'apprendre et de comprendre toujours mieux la réalité de l'autre, voire la personne même de l'autre. Et encore plus, par la décision du fond de son cœur, comme prêtre ou religieuse, de les aimer et de servir. Et d'y trouver joie et satisfaction en le faisant. Cela veut aussi dire prendre le temps et vivre les étapes nécessaires pour inculturer la proclamation de la Parole de Dieu et la célébration des liturgies. Afin que le cœur et la spiritualité autochtones s'y retrouvent.

Je peux dire que nos missionnaires actuels essaient sincèrement de vivre cet état. Ils sont présents, et cela fait ma joie!

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures sur le site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface :
http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

PATRIMOINE

La Province reconnaît l'importance de la Maison Gabrielle-Roy

Le gros de l'incertitude financière est levé

La Maison Gabrielle-Roy peut envisager son avenir avec confiance. La Province vient de rendre permanente une subvention à risque depuis 12 ans. Et la subvention fédérale de Patrimoine canadien pour 2018-2019 augmente de 53 000 $ à 63 000 $. Mais tout n'est pas parfait.


DANIEL BAHUAUD
dbahuaud@la-liberte.mb.ca

La pérennisation de la subvention accordée à la Maison Gabrielle-Roy par le Secrétariat aux Affaires francophones, et les défis qu'implique sa réduction, seront sujets de discussions prioritaires lors de son Assemblée générale annuelle le 24 mai.

En 2018-2019, la subvention provinciale passera de 50 000 $ à 40 000 $. En 2019-2010 elle baissera à 30 000 $. Et en 2020-2021, elle se stabilisera à 25 000 $.

Pour Laurent Gimenez, président depuis 2014 du CA de la Maison, la situation se présente « à la fois chaude et froide ».

« La permanence de l'octroi provincial est une bonne nouvelle en terme de planification. On sait que désormais, on aura 25 000 $ par année. C'est un engagement qui démontre jusqu'à quel point la Maison Gabrielle-Roy est importante, côté culturel et touristique. Préalablement, nous étions obligés d'organiser des Plans B d'urgence au cas où la Province avait décidé de supprimer ce financement.

« Il n'empêche que sur le coup, l'annonce de la diminution de la somme promise était décourageante. Le CA a beaucoup discuté de la possibilité d'éliminer les huit représentations de *La Visite chez Mélina* avec l'actrice Paulette Duguay. Tout compte fait, on a retenu cette programmation, qui nécessite environ 3 000 $. »

La Maison Gabrielle-Roy a toutefois supprimé son programme d'écrivain en résidence, étant donné son coût : près de 10 000 $.

Bertrand Nayet aura été écrivain en résidence depuis 2010 : « Mon mandat se terminera officiellement à la fin juin. C'est dommage. Le programme met en relief le fait que la Maison Gabrielle-Roy est plus qu'un musée. Elle fait rayonner la culture francophone et encourage la création littéraire.

« J'offrais des ateliers de poésie et de production littéraire. Je faisais du mentorat de nouveaux écrivains et j'organisais des activités pour le grand public. Peu importe qui un jour sera le prochain écrivain en résidence, sa présence est essentielle. »


Laurent Gimenez : « Avec l'octroi permanent de la Province, et le financement du Fédéral, la Maison Gabrielle-Roy peut dresser son nouveau plan stratégique de cinq ans. »

photo : Daniel Bahuaud

Laurent Gimenez voit la situation du même œil. « Nous espérons rétablir le programme dès que possible. L'année prochaine si les conditions financières sont bonnes.

« Entre-temps, le CA et Sébastien Gaillard, le directeur général, en poste depuis l'année dernière, devront continuer de trouver des sources de revenus, notamment pour des projets ponctuels. Nous avons déjà eu des appuis de la Ville de Winnipeg et de la Province pour nos récentes rénovations. Et nous explorons d'autres sources de financement en provenance des Conseils des Arts du Manitoba et du Canada.

« La bonne nouvelle, c'est que la combinaison des subventions provinciale et fédérale assurent désormais notre financement opérationnel. »

À VOTRE SERVICE

L'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba

MAI 2018

Profil Métis

L'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba inc. Chalet Louis Riel, 67 Richfield, Saint-Vital (Manitoba) R2M 2R9
Téléphone : (204) 255-6026 | Télécopieur : (204) 257-1406 | Courriel : info@unmsjm.ca | www.unionnationalemetisse.ca

MOT DE LA PRÉSIDENTE, PAULETTE DUGUAY

"Affirmer la vitalité de la nation métisse". Voilà comment la première constitution de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba exprime un de ses objectifs principaux. Cette vision des fondateurs transcende les années et les générations. Depuis 1887 et encore aujourd'hui, la volonté de s'affirmer et de resserrer les liens d'amitié entre les membres est au cœur de nos efforts de renforcer notre identité culturelle et linguistique.

L'Union souhaite aussi collaborer avec les individus et les organismes qui appuient l'épanouissement de la francophonie manitobaine. Nous sommes reconnaissants de la collaboration de tous ceux et celles qui travaillent à assurer la vitalité de la culture métisse au Manitoba. L'ouverture de divers organismes envers l'Union nous apporte un soutien précieux.

Dans cet esprit d'accueil, nous prévoyons continuer notre projet de resserrer les liens entre les grands-mères africaines et métisses, un exemple tangible de l'ouverture traditionnelle des Métis aux nouveaux venus.

Nous comptons organiser notre pique-nique annuel le 21 juin dans le cadre de la Journée nationale des peuples autochtones, une occasion de souligner et de partager notre patrimoine unique. Ce pique-nique aura lieu dans le jardin du patrimoine dans la cour de l'archevêché au 151, avenue de la Cathédrale. Une installation dédiée aux Métis sera dévoilée en fin d'après-midi. Nous vous invitons tous à venir participer à cette journée spéciale et renforcer les liens qui nous unissent sur cette terre ancestrale des Premières Nations et des Métis.

Vive les Métis!

La présidente, Paulette Duguay

UNMSJM



MOT DE LA VICE-PRÉSIDENTE, ANDRINA TURENNE



Bonjour, chers (chères) membres et ami(e)s de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba (UNMSJM). Je suis très heureuse et honorée d'être au poste de la vice-présidence pour les prochains deux ans. C'est avec le cœur inspiré que je m'engage à contribuer au meilleur de mes capacités afin de faire rayonner l'histoire riche et profonde des Métis, ainsi qu'avancer notre cause et nos projets. Nous pouvons compter sur un excellent conseil d'administration dévoué et coopératif, et j'ai pleine confiance qu'ensemble, nous allons accomplir de magnifiques et grandes tâches.

À l'horizon, nous entamons de beaux projets. Parmi eux, une série d'activités culturelles cet été, gratuites et ouvertes à tous, qui serviront à rassembler la communauté et partager les arts traditionnels qui nous sont si chers. Nous mijotons aussi des nouveaux projets qui auront pour but de renforcer notre lien important à la nature, mais aussi de célébrer les connaissances abondantes de nos aînés, nos artistes, nos raconteurs et nos entrepreneurs. L'UNMSJM a un rôle très important à jouer au cœur de notre francophonie manitobaine, et c'est avec le courage et la détermination de nos ancêtres que nous continuons la route et marchons vers l'avant.

« Ut majores conjungamus » - Afin que nous soyons davantage unis.

AU FIL DE L'HISTOIRE....

❶ 1916

LE REMPART METIS

"Dans les questions qui agitent les esprits à l'heure présente, on peut, je suis sûr, compter que les Métis-français d'aujourd'hui se souviendront des grandes exemples de leurs ancêtres, et que, après avoir sagement et prudemment défini la position qu'ils doivent prendre et qui ne saurait être au contraire des principes de justice et de paix ou à l'encontre du bien commun de la grande race à laquelle ils s'enorgueillissent d'appartenir par leurs pères,, fallût-il pour cela sacrifier des idées personnelles très chères, ils constitueront, comme par le passé, le rempart le plus solide que l'élément de langue française en ce pays aura à opposer aux attaques de ses ennemis.

A.-H. de Trémaudan.

Nos lecteurs savent que nous n'appartenons à aucun parti potique; notre désir en cette matière importante est de servir les intérêts bien compris du groupe français manitobain. C'est aussi la préoccupation de nos confrères, que nous reproduisons.

Avec le **Manitoba** nous disons: "Personne parmi nous ne renonce à ces traités. Il s'agit tout simplement de savoir conduire "notre lutte de manière à ne pas perdre par des manoeuvres inopportunes le fruit de tous ces nobles travaux du passé."

Avec la **Libre Parole** nous invitons tous ceux qui ont du sang français, au "sacrifice des idées personnelles très chères", au bien de la cause.

Nous n'avons pas trop de toutes nos forces réunies pour résister à la poussée qui, demain peut-être, sera un fait accompli. Toute division en ce moment nous serait fatale. Nous supplions tous ceux qui exercent une influence quelconque autour d'eux de travailler à l'union sacrée.

Cette union n'est possible que dans la mesure où nous serons disposés à faire le sacrifice d'opinions personnelles fort respectables en elles-mêmes, mais qui deviennent accidentellement mauvaises, si elles amoindrissent l'effort commun.

De plus, que nos délibérations soient conduites avec le plus grand secret. Répéter ce qui est dit en certaines réunions où une grande liberté de parole est nécessaire pour le bien de la cause commune serait, à notre sens, une indiscrétion qui confine à la trahison. Nos ennemis ne procèdent pas de cette façon. Prenons d'eux une leçon de sagesse pratique.

❷ 1914

UN LIVRE QUI FAIT ÉPOQUE

HISTOIRE DE L'Eglise Catholique Dans l'Ouest Canadien

(1659 - 1905)

Par le Rev. P. A. G. Morice, O. M. I.

TROIS FORTS VOLUMES RELIES, SUPERBEMENT ILLUSTRES DE PHOTO-GRAVURES, CARTES, FAC-SIMILES.

(80 chapitres au lieu des 43 de la traduction anglaise.)

Prix: $5.60 et $6.60 franco,
Selon la qualité de la reliure.

Adresser les commandes à l'Auteur
ST. BONIFACE

AUSSI

Dictionnaire Historique des Canadiens et des Métis français de l'Ouest
Nouvelle édition augmentée d'un Supplément
Prix : $1.50 reliée et franco, cinq pour $6.00

❸ 1916

UNION METISSE

Il y aura réunion des membres de l'Union Nationale Métisse du Manitoba, le dimanche, 15 octobre 1916, dans la salle Lavoie, à Saint-Boniface, 27, rue Dumoulin, à 2 heures très précises de l'après-midi.

Tous les Métis sont instamment priés d'y assister.

Alex. Riel,
Président.

❹ 1916

BON COEUR DE GABRIEL DUMONT

Après un voyage aux Etats-Unis, Gabriel Dumont, le célèbre commandant des Métis, vint à Montréal pour donner des conférences et faire connaître sa nationalité et ses droits.

Vers 1888, pendant son séjour dans notre ville, il assista à un grand incendie. Tout à coup, des cris lamentables se firent entendre dans une des maisons en flammes. Dumont se précipita dans les appartements supérieurs et en fit descendre les enfants.

—Pourquoi vous exposiez-vous ainsi, lui dit quelqu'un.

—Est-ce que je pouvais rester tranquille, répondit-il, en entendant crier ces enfants?

B.-A.-T. de Montigny.

"La vérité sur la question métisse au Nord-Ouest."

❶ *La Liberté* : 26 juillet 1916 p.1
❷ *La Liberté* : 26 mai 1914 p.4
❸ *La Liberté* : 11 octobre 1916 p. 3
❹ *La Liberté* : 4 octobre 1916 p. 7

HISTOIRE VRAIE.....???

Voici ce que racontait Grand-père, *raconteur* renommé dans sa communauté :

« Dans l'ancien temps, lorsqu'il y avait un deuil dans la famille, on veillait le corps dans le salon à la maison. Les gens venaient tour à tour pour prier et offrir leurs condoléances, ceci pendant une ou deux journées. Parfois les gens venaient de loin et demeuraient plusieurs heures ou quelques jours. Alors, on préparait de la nourriture pour les visiteurs. Il y avait aussi, d'habitude, un cor de lard salé (un baril de viande marinée) dans la maison.

Plusieurs personnes étaient présentes pour veiller le corps. L'atmosphère était pieuse, respectueuse et paisible dans la petite maison. Tout était très obscur, par respect. Les rideaux étaient fermés, et on gardait les portes fermées. Alors, on veillait dans la quasi-noirceur, sauf pour une ou deux chandelles ici et là. Néanmoins, la parade solennelle de gens continuait paisiblement pendant un bon moment.

Tout à coup, dans l'obscurité, quelqu'un trébucha sur un petit poêle à bois qui était très pauvrement fabriqué. Et le feu se répandit! Il y eut la panique! Les gens fuyaient et se bousculaient. Par-dessus les cris, on entendit un aîné métis crier : « Sauvé le côrps! Sauvé le côrps! »

C'était un peu la confusion partout! Alors, sans y penser, deux hommes qui ne portaient pas trop attention et qui s'étaient presque endormis pendant les prières, se sont instinctivement précipités sur le cor de lard salé et l'ont immédiatement sorti à l'extérieur en toute sécurité!... ».

« **Ont-ils finalement sauvé le bon corps, Pepère?** » je demandais.

Grand-père souriait derrière sa pipe.

Raconteur : Louison Lambert, né au Manitoba en 1884.

JEAN ALLARD - PRÉSIDENT DE L'UNMSJM 1965-1970 ET 1992-1996

Par Claire DesRosiers


photo : Gracieuseté Société historique de Saint-Boniface

Jean Allard en octobre 1987.

Parmi les gens qui ont su inspirer la communauté métisse, parmi ceux qui ont joué un rôle déterminant et vécu un destin historique au sein de l'UNMSJM, fut Jean Allard. Aujourd'hui âgé de 87 ans, Jean rapporte qu'il y eut deux « raisons majeures » pour son engagement à la présidence de l'UNMSJM : il désirait faire valoriser la communauté métisse à l'échelle nationale et travailler à transmettre son héritage, mais aussi rendre un hommage bien mérité à Louis Riel et le faire reconnaître comme fondateur et Père du Manitoba.

Dès l'âge de 34 ans, afin de s'assurer une présence active pour les fêtes du centenaire du Canada en 1967 et du Manitoba en 1970, et ainsi avoir l'occasion de réaliser ce qu'il croyait d'importance singulière pour la communauté métisse de la région, Jean prend la présidence du comité historique de l'Union en 1964. En 1965, il prend la présidence de l'Union. Il y demeure jusqu'en 1970.

Au cours de cette présidence, Jean Allard a su démontrer des qualités de chef. Il a fait preuve d'un dévouement exemplaire, d'une attitude déterminée et d'un engagement supérieur. Convaincu et convaincant, il est demeuré assidu à la tâche et n'a pas cessé de revendiquer les droits des siens. Il a su surmonter les défis avec grand courage devant les incertitudes, les difficultés financières et autres obstacles variés.

Il se préoccupait beaucoup de la négativité qui régnait dans la société. Être accepté, reconnu et valorisé comme Métis à cette époque n'était pas apprécié de tous, ne faisait pas partie des valeurs de tous, ni du « grand plan » de tous les Canadiens, ceci présentait des défis de large envergure pour Jean Allard et pour les conseils de ce temps.

Jean Allard se lança en politique pour quelques années mais il demeura engagé et « embrasé » par les intérêts métis toute sa vie. C'est pourquoi il revint à la présidence de l'UNMSJM entre 1992 et 1996.

À Jean Allard et aux conseils de cette époque qui l'ont appuyé, un merci infini pour l'engagement de taille extraordinaire et pour avoir toujours gardé la communauté métisse à cœur!

UNE EXPLORATION DES DÉFINITIONS DE « MÉTIS »

Par Miguel Vielfaure

La question m'est souvent posée : « C'est quoi la définition de Métis? » C'est compliqué. Ma définition préférée est « **un Métis est un Métis** », mais elle n'est pas universelle. Allons visiter différentes définitions.

La première définition, la plus inclusive

Commençons par la définition originale : dans le passé si quelqu'un était né d'un parent autochtone et d'un parent non-autochtone, il était un Métis.

Le groupe, une définition culturelle

Avec le temps les Métis ont commencé à se regrouper et à bâtir leur Nation et leur culture. Pour certains, « Métis » désigne donc un groupe de personnes.

« M » contre « m »

Une personne avec des ancêtres autochtones, mais qui n'est pas un Métis reconnu de la communauté, est un métis avec un *m* minuscule.

Métis contre *Half-Breed*

Les francophones appelaient les Métis francophones et anglophones des « Métis » et les anglophones les appelaient tous des *Half-Breed*. Avec le temps, le terme *Half-Breed*, qui n'est pas très attrayant, a cédé sa place à « Metis ».

Métis de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba

L'Union nationale est généralement inclusive. Une personne métisse y est acceptée sans trop de contraintes. Mais elle est aussi exclusive car elle n'opère qu'en français.

Métis de la Fédération métisse du Manitoba (FMM)

Cette organisation a beaucoup changé sa définition de « Métis » et son mandat depuis sa création pour offrir des services directement à la population métisse du Manitoba. Aujourd'hui, la FMM joue un plus grand rôle dans la revendication des droits et des intérêts des Métis, notamment leurs droits ancestraux. En raison de son mandat qui évolue et du contexte légal toujours changeant au Canada, la FMM change sa définition d'après les batailles les plus faciles à gagner.

Droits de chasse

En 1993, M. Powley chasse un orignal et il est arrêté. Son cas va jusqu'à la Cour suprême, où il gagne. Depuis, il faut passer le « test Powley » pour obtenir les droits de chasse métis. Selon la version simple de ce test, un Métis doit s'auto-identifier comme Métis, être accepté par sa communauté, et faire partie d'une communauté historique métisse. La FMM a donc changé son vocabulaire de « Nation » à « communauté », puis l'idée de la terre-patrie, généralement la vallée de la rivière Rouge, a émergé. Plus tard, « communauté » a été rechangé à « Nation ».

Section 35

En 1982, les Métis ont été inclus dans la ***Charte canadienne des droits et libertés*** à la Section 35, comme un des peuples autochtones du Canada avec les Première Nations et les Inuits. Avant cet ajout, les Métis n'étaient pas reconnus par le gouvernement canadien. Pire encore, « Métis » était synonyme de traître.

Plus qu'une Nation?

Il existe des groupes de Métis qui ne sont pas représentés par le Ralliement National des Métis. Tous les Métis n'ont donc pas les mêmes droits. Par exemple, un Métis au Manitoba peut chasser presque partout au Manitoba. En Ontario, seuls 1 250 Métis sur plus de 120 000 peuvent chasser, et uniquement dans le nord et l'ouest de leur province. En Saskatchewan, seuls les Métis qui ont gagné un cas dans leur communauté ont le droit de chasse.

Statistique Canada et les autres Métis

Dans le recensement de Statistique Canada, la définition de « Métis » est complètement déterminée par la personne qui répond. N'importe qui peut cocher la case « Métis », et le sens de ce mot change selon la personne et sa provenance. Il y a donc plusieurs sortes de « Métis » recensés.

J'aimerais terminer en déboulonnant un mythe : celui du sang métis. Tu es Métis car ta mère et/ou ton père sont Métis, non pas car tu as un certain pourcentage de sang des Premières Nations dans tes veines! Ce qui fait que les Métis ont des droits au Manitoba, ce n'est pas le sang, ce sont les ancêtres Métis.

UNE CONSTITUTION REVISITÉE

Par Christine Graff, secrétaire de l'UNMSJM et membre du comité de refonte et revue des statuts et règlements

Au sein de chaque organisme, nous retrouvons une constitution, document indispensable qui guide les décisions des membres du conseil d'administration et qui assure le bon fonctionnement de l'organisme. La Constitution de l'UNMSJM est très précieuse : écrite en 1888 par nos ancêtres, elle nous permet de comprendre la vision et les souhaits des fidèles à Riel.

Notre Constitution a été modifiée quelques fois depuis, néanmoins les buts de l'organisme demeurent les mêmes. À l'heure actuelle, la mission de l'UNMSJM est la suivante : *L'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba est déterminée à conserver et à préserver les valeurs culturelles et politiques du peuple métis canadien-français et elle en est son porte-parole.*

Depuis un certain temps, un comité de refonte et revue des statuts et règlements de l'UNMSJM a été mis sur pied. Les membres siégeant actuellement au comité de refonte sont Dée-Anne Vermette, adjudante de l'UNMSJM, et moi-même, secrétaire de l'UNMSJM.

Le jeudi 8 mars 2018, lors de l'assemblée générale annuelle de l'UNMSJM, la présidente Paulette Duguay a annoncé aux membres présents le plan de revue de la Constitution. Le plan de revue inclut des consultations auprès des membres sur des questions essentielles, la lecture et l'analyse de documents, et des consultations auprès d'experts-conseils tels que Michel Lagacé, président de la Société historique de Saint-Boniface, Bernard Bocquel, l'auteur du récit journalistique ***Les Fidèles à Riel***, et Aimée Craft, avocate en droit autochtone. Les recommandations du comité seront présentées au conseil d'administration, et ce dernier pourra par la suite recommander les modifications aux statuts et règlements, s'il y a lieu, à l'assemblée générale annuelle 2019.

Nous souhaitons une grande participation de nos membres lors des consultations et nous avons hâte d'avoir des échanges fructueux avec vous!

MES TRADITIONS

« BINNES »

FÈVES AU LARD PRÉPARÉES À LA MAISON

Une recette d'Estelle Marion

Ingrédients :

1 livre de fèves sèches
¾ livre de lard salé
¼ tasse de sucre brun (ou au goût)
¼ tasse de mélasse (ou au goût)
1 gros oignon coupé
1 c. à table de moutarde sèche
2 c. à thé de sel (ou au goût)
2 c. à thé de poivre (ou au goût)

Directives :

1. Faire tremper les fèves toute la nuit avec assez d'eau pour les couvrir.
2. Au matin, égoutter les fèves.
3. Ajouter de l'eau de nouveau au niveau des fèves, mettre dans un gros plat allant au four et faire bouillir pendant ½ heure.
4. Couper le lard salé en petits cubes et mettre de côté.
5. Mélanger les autres ingrédients et les ajouter aux fèves quand elles auront fini de bouillir.
6. Placer le lard salé par dessus les fèves, mettre le couvercle et placer au four à 300°F pour environ 5 à 6 heures.
7. **Important :** Ne pas laisser les fèves sécher. S'assurer que les fèves ont assez d'eau en tout temps. S'il y a lieu, ajouter de l'eau en cours de cuisson.









Les président(e)s
de l'Union nationale métisse

Ambroise **Lépine**	1887
Martin **Jérôme**	1888-1892-1895-1908
Norbert **Deslauriers**	1889
Roger **Marion**	1890
Joseph **Riel**	1891
Charles **Genthon**	1894
Simon **St-Germain**	1897-1905
Joseph **Hamelin**	1904
Pierre **Dumas**	1906-1915
Roger **Goulet**	1909-1918
Alexandre **Riel**	1916
Alexandre **Nault**	1917
Louis **Lépine**	1919
Guillaume **Charrette**	1920-1941
Samuel **Nault**	1923
Azarie **Bruce**	1951-1963-1974
Joseph **Bruce**	1960-1970-1975
Marguerite **Riel**	1965
Jean **Allard**	1966-1992
Simon **Carrière**	1971
Augustine **Abraham**	1990
Claude **Forest**	1996
Guy **Savoie**	1999
Gabriel **Dufault**	2001
Paulette **Duguay**	Depuis 2014

Nous remercions sincèrement aussi les **membres des conseils d'administration** qui ont été fidèles à l'Union à travers les **130** dernières années.

RESPONSABLE DU BULLETIN :
Claire DesRosiers

BÉNÉVOLEMENT BÉNÉVOLES!!

Saluts, Bouquets, Chapeaux!!





À toutes les bonnes mamans métisses du présent et du passé : Joyeuse Fête des Mères 2018!

« HUMIDE… MAIS SPLENDIDE! »

LE GRAND RASSEMBLEMENT DES MÉTIS – LES RETROUVAILLES DES CHEMISES ROUGES

Par Pauline Hince

Le Pique-nique célébrant le 130e anniversaire de l'Union et le 150e anniversaire de la Confédération du Canada a eu lieu le dimanche le 28 mai 2017 au parc Whittier. Cette fête métisse a été subventionnée en majorité par le Fonds Canada 150 du ministère du Patrimoine canadien, le Conseil Elzéar-Goulet, la Ville de Winnipeg, et 53 personnes, groupes communautaires, entreprises et personnes politiques qui ont donné des commandites.

Pour le Rassemblement métis, coordonné pour l'Union nationale métisse par Claude Boivin et moi-même, six grandes tentes avaient été dressées à l'extérieur, offrant 12 aires d'activités, dont dix organisées par l'Union et deux par le Fort Gibraltar et le Festival du Voyageur.

Comme le Festival du Voyageur était l'un des hôtes de *Portes ouvertes Winnipeg* ce jour-là, toutes les cabanes du Fort Gibraltar étaient ouvertes et des interprètes y étaient présents. Le Resto-Bouffe de la Gibraltar Dining Corp et son propriétaire, Shawn Brandson, ont offert un menu de mets traditionnels au public. La Maison Chaboillez était le lieu d'accueil des invités spéciaux, politiciens, artistes, musiciens, techniciens et des 68 bénévoles.

Le public pouvant arriver sur le site par deux entrées différentes, ce fut difficile de traquer le nombre exact de participants, toutefois les bénévoles affectés au terrain de stationnement ont comptabilisé plus de 1 300 personnes.

Le programme des cérémonies officielles a débuté avec la procession des drapeaux et de la Cloche de Batoche par la Compagnie de La Vérendrye. Les familles Lagimodière-Gagnon, Gosselin-Savoie et Larivière-Desrosiers ont porté les drapeaux et la Cloche. Les cérémonies officielles étaient animées par la présidente de l'UNMSJM, Paulette Duguay, et le doyen de l'Union, Guy Savoie. L'intention de bénédictions fut livrée par l'Aîné et raconteur Jules Chartrand, et l'Hymne national métis chanté par Georges Beaudry. Dominique Reynolds a chanté le ***Ô Canada*** en français et en anglais durant la procession de sortie.

Plusieurs dignitaires des gouvernements étaient présents, dont le député fédéral Daniel Vandal, la députée provinciale Colleen Mayer, le député provincial de l'époque Greg Selinger, le conseiller municipal Brian Mayes, la représentante Région-Est de la Société de la francophonie manitobaine Paulette Carrière-Dupont, le représentant des Premières Nations et chef du Nouveau Parti démocratique du Manitoba Wab Kinew, le représentant du Conseil Elzéar-Goulet David Dandeneau, et les représentants de la jeunesse métisse Justin Johnson et Mona Moquin.

Cette cérémonie officielle a été suivie du programme familial, offert dans les 12 aires d'activités éparpillées sur le terrain du parc Whittier.

Dans l'aire « Spectacle », les coordonnatrices Nicole et Joelle Brémault, les maîtres de cérémonie, Hélène Bulger et Daniel ROA, le régisseur Claude Lavack et le coordonnateur audio Jim Kinsman ont monté un spectacle avec 60 artistes et musiciens. Le fil conducteur était une nouvelle composition de Janine Tougas, ***La Saga métisse***. Cette série de quatre chansons raconte l'histoire des Métis en ce qui a trait à la chasse aux bisons, la résistance, la résilience et l'appartenance des familles et des communautés à la Nation métisse. Martial Tougas et Suzanne Brémault en ont composé la musique et les arrangements. À l'arrière de l'estrade, l'œuvre géante du Grand Bison par l'artiste Bob Hogue complémentait parfaitement ce grand *party* Métis où chansons, danses, contes et joie de vivre étaient au rendez-vous.



La Tente d'accueil pour les visiteurs abritait aussi le P'tit Magasin Métchif, rassemblant une douzaine d'artistes et d'artisans. La Tente d'ateliers en arts et artisanats et la Tente expositions bouillonnaient d'activités pour enfants et adultes avec neuf ateliers coordonnés par Nancy Gouliquer dans la première, et dans la seconde les kiosques de la Maison-Riel, du Centre du Patrimoine, et du Louis-Riel Institute, ainsi que l'exposition de fourrures et peaux sauvages de l'Aîné Paul Desrosiers.

Dans la Tente de contes et histoires, animée par l'interprète et raconteur Alexandre Quesnel, étaient présentés deux ateliers musicaux interactifs pour les jeunes enfants, un conte métis de l'Aînée Mémère Dolorès Gosselin, un conte d'Afrique de Louis Ciza, du Burundi, et un conte de Joha de la conteuse égyptienne Nancy Morsy. Les Aînés Guy Savoie et Billy Joe De la Ronde ont aussi raconté l'histoire pleine d'intrigues, d'aventures et de controverses de Marie-Antoinette, la Cloche de Batoche.

Il y avait aussi une tente dans l'Aire d'activités et de jeux pour enfants et familles coordonnée par Chantal Young, et une Tente d'interprétation de l'animateur Georges Beaudry, entourée de trois charrettes de la Rivière-Rouge. Quant aux soldats de la Compagnie de La Vérendrye, ils animaient la Tente d'objets d'arts et d'artisanats de l'époque de l'arrivée des Français dans l'Ouest canadien au 18e siècle.

Merci à Bob Holliday et Julie Hince pour les photos des Retrouvailles. Vous pouvez retrouver d'autres photos et vidéos du pique-nique sur le site de l'Union, **www.unmsjm.ca**.

RÉSERVEZ LA DATE!

21 juin 2018 à 16 h 30 : Inauguration du parc des Métis dans la cour de l'Archevêché

Suivi par le pique-nique annuel de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba dans l'espace vert entre les édifices de l'Archevêché et le foyer Chez Nous.

(En cas de pluie, les célébrations auront lieu au sous-sol de la Cathédrale)

Félicitations à Liane Marinelli,

élève du Centre scolaire Léo-Rémillard, qui a reçu une bourse de 500 $ de l'Union nationale. La bourse lui a été remise par Mona Moquin (à droite sur la photo).

